



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Deportés internes et résistants

Question écrite n° 10508

Texte de la question

M Alain Neri appelle l'attention de M le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre sur l'application de la loi no 85-525, du 15 mai 1985, qui décide que la mention « mort en déportation » sera apposée sur les actes de décès des personnes concernées. En effet, depuis le 15 mai 1985, le secrétariat d'Etat aux anciens combattants n'a promulgué que 52 arrêtés, publiés au Journal officiel, ne réglant que 6 991 cas, et le 52e arrêté date du 24 novembre 1988. Or cette loi concerne 140 000 morts en déportation. En conséquence, il lui demande pourquoi l'exécution de la loi no 85-525, votée à l'unanimité, souffre d'une pareille lenteur et quelles mesures il compte prendre pour accélérer le rythme de promulgation des arrêtés qui constituent des documents conformes à la vérité historique.

Texte de la réponse

Reponse. - L'honorable parlementaire s'inquiète du rythme d'exécution de la loi no 85-525 du 15 mai 1985 créant mention « Mort en déportation ». Cette mention, qui doit être apposée par les maires en marge des actes de décès de ceux qui sont morts au cours de leur déportation, a pour but, à l'instar de la mention « Mort pour la France », de témoigner d'un événement douloureux de notre histoire. Il est évident qu'au rythme d'environ 3 000 attributions de mentions par an le but fixé par la loi ne sera pas atteint dans les délais raisonnables. L'accélération de ce rythme ne peut être envisagée dans l'état actuel des effectifs du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre car elle supposerait l'affectation à cette tâche de fonctionnaires qui ne sont pas disponibles. Seule, semble-t-il, l'utilisation des moyens informatiques offre une solution à ce problème. Elle suppose une tâche considérable de saisie d'informations qui rend nécessaire le concours de moyens extérieurs à l'administration ; cette sous-traitance ponctuelle devrait alors trouver son financement. Cette solution est à l'étude de façon qu'une décision puisse intervenir dès que possible.

Données clés

Auteur : [M. Neri Alain](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10508

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants et victimes de guerre

Ministère attributaire : anciens combattants et victimes de guerre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 mars 1989, page 1081